



SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or

9A, rue René Char BP 67454

21074 DIJON Cedex



**Service Public de distribution de chaleur de la
commune de Pouilly-en-Auxois**

CONTRAT DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL

Contrat de mise à disposition de personnel

De []

Grade **Agent Technique**

Entre les soussignés :

Entre : Le **SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or** au titre de sa Régie Côte-d'Or Chaleur pour la distribution publique de chaleur (ci-après « la Régie » ou le « Client »),

Ayant son siège : 9A rue René Char BP 67454 21074 DIJON Cedex,

Représenté aux fins des présentes par Jacques Jacquenet, son Président,

Dûment mandaté à cet effet par délibération du Comité Syndical en date du 15 décembre 2025

D'une part ;

Et : L'EHPAD Les Arcades
(ci-après le « Prestataire »),

Ayant son siège : 1 Rue Ponsard, 21320 POUILLY-EN-AUXOIS

Représenté aux fins des présentes par Guillaume KOCH, son directeur,

Dûment mandaté à cet effet par délibération du Conseil d'Administration en date du 2 décembre 2025

D'autre part,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements administratifs locaux,

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier – Objet et durée de la mise à disposition

Le présent contrat est un contrat de prestations de service, relatif à une mise à disposition de personnel ayant pour objet la mission de la conduite courante de la chaufferie bois déchiqueté exploitée par la Régie Côte-d'Or Chaleur du SICECO, située dans l'enceinte de l'EHPAD Les Arcades en tant que propriétaire du bâtiment chaufferie, 1 Rue Ponsard sur la commune de POUILLY-EN-AUXOIS, à savoir :

- Vérification du bon fonctionnement : alarmes, températures, pressions, absence de bourrage, pas de matériel hors service, pas de panne, ...
- Décendrage et gestion des cendres
- Réception des livraisons de combustible (commande gérée par la RÉGIE)

La liste indicative des prestations, qui pourra être complétée en fonction des exigences de l'installation, est donnée en annexe 1.

A cet effet, l'EHPAD Les Arcades met [M./Mme XXXXXXXX] à disposition de la Régie Côte-d'Or Chaleur du **SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or**, pour exercer les fonctions précisées ci-dessus à compter du 1^{er} septembre 2026 pour une durée d'1 an reconductible par tacite reconduction par période identique, sans limite de durée. En cas d'indisponibilité du personnel susnommé, l'EHPAD Les Arcades met à disposition un personnel remplaçant, présentant qualifications et compétences équivalentes, après accord de la Régie Côte d'Or Chaleur.

Les PARTIES ont librement le droit de résilier le contrat, moyennant un préavis de 6 mois à réception d'une lettre recommandée LR+AR sans que cette résiliation ne donne droit à pénalités ni rémunération supplémentaire.

Article 2 – Conditions d'emploi

Le travail de [M./Mme XXXXXXXX] est organisé par l'EHPAD Les Arcades dans les conditions définies à l'annexe 1.

La situation administrative de [M./Mme XXXXXXXX] est gérée par l'EHPAD Les Arcades.

Article 3 – Prix des prestations et rémunérations

Versement : L'EHPAD Les Arcades versera à [M./Mme XXXXXXXX] la rémunération correspondant à son grade d'origine.

Remboursement : La RÉGIE remboursera à l'EHPAD Les Arcades le montant de la rémunération de [M./Mme XXXXXXXX] ainsi que les cotisations et contributions afférentes en contrepartie de la réalisation des prestations définies à l'annexe 1.

Ce remboursement sera ventilé de la manière suivante :

- Trimestriellement, à la fin des 3 mois considérés, après accord du représentant ayant pouvoir de décision à la RÉGIE.

Les frais engagés par le prestataire : déplacement de courte distance – 50 kms A+R, hébergement, repas, ... nécessaires à l'exécution de la prestation, sont réputés être intégrés dans le remboursement défini ci-dessus.

Les frais exceptionnels engagés par le prestataire : déplacement de + de 50 kms A+R, hébergements extérieurs, repas et frais annexes tels que reprographie, etc., nécessaires à l'exécution de la prestation, seront facturés en sus au client sur relevé de dépenses selon le barème kilométrique fiscal en vigueur et sur ordre de mission de la RÉGIE.

Ces frais exceptionnels feront l'objet de bons de missions dûment acceptés avant l'événement par le représentant ayant pouvoir de décision à la RÉGIE.

Les sommes prévues ci-dessus seront payées par mandat dans les huit jours de la réception de la facture, droits et taxes en sus.

Article 4 – Exécution de la prestation

Le PRESTATAIRE s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'Article premier ci-dessus, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière.

A cet effet, il constituera l'équipe nécessaire à la réalisation de la mission et remettra les documents de restitution des prestations au fil de l'eau selon les délais et plannings acceptés par les deux PARTIES.

Un rapport sur la manière de servir de [M./Mme XXXXXXX] sera établi par la RÉGIE une fois par an et transmis à l'EHPAD Les Arcades qui établira la notation.

En cas de faute disciplinaire, l'EHPAD Les Arcades est saisie par la RÉGIE.

4.1 Obligation de collaborer

La RÉGIE tiendra à la disposition du PRESTATAIRE toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat.

A cette fin, la RÉGIE désigne un interlocuteur privilégié (M. Alexandre BALESTRUCCI) pour assurer le dialogue dans les diverses étapes de la mission contractée.

4.2 Obligation du Client – Libre accès aux informations

Le PRESTATAIRE pourra avoir un accès libre à certaines catégories d'informations. (Voir clause 4.1 précédente.)

Article 5 – Calendrier – Délais

La présente prestation est à la vacation. Les calendriers et délais seront définis selon les missions spécifiques selon un accord formel entre les deux PARTIES.

Article 6 – Nature des obligations

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'Article premier ci-dessus, le PRESTATAIRE s'engage à donner ses meilleurs soins conformément aux règles de l'art. La présente obligation n'est, de convention expresse, que pure obligation de moyens.

La responsabilité du PRESTATAIRE est susceptible d'être engagée dans la mesure où le préjudice que subirait la RÉGIE est avéré et dû à un fait de son personnel.

Le personnel du PRESTATAIRE a l'obligation de respecter toutes les consignes, règles et autres règlements (sécurité, hygiènes, QSE, réglementation et législations, Code du travail, ...), ainsi que toutes les clauses de règlement intérieur de la RÉGIE.

Article 7 – Obligation de confidentialité

Le PRESTATAIRE considèrera comme strictement confidentiel et s'interdit de divulguer toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Pour l'application de la présente clause, le PRESTATAIRE répond de ses salariés comme de lui-même. Toutefois, le PRESTATAIRE ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation ou s'il en avait déjà connaissance antérieurement à la date de signature du présent contrat ou s'il les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Article 8 – Propriété des résultats

De convention expresse, les résultats des études ou des prestations seront en la pleine maîtrise de la RÉGIE à compter du paiement intégral de la prestation et la RÉGIE pourra en disposer comme elle l'entend.

Le PRESTATAIRE, pour sa part, s'interdit de faire état des résultats dont il s'agit et de les utiliser de quelque manière, sauf à obtenir préalablement l'autorisation écrite de la RÉGIE.

Article 9 – Pénalités

Toute méconnaissance des délais stipulés à l'article 5 ci-dessus engendrera l'obligation pour le PRESTATAIRE de payer les factures de la RÉGIE correspondant au recours à une personne tierce pour effectuer la mission non accomplie par le personnel du PRESTATAIRE relevant de cette convention.

Article 10 – Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de [M./Mme XXXXXXX] peut prendre fin à la demande de l'intéressé(e) ou de la RÉGIE ou de l'EHPAD Les Arcades sous réserve d'un préavis de 6 mois.

En cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la RÉGIE et l'EHPAD Les Arcades.

Article 11 – Résiliation – Sanction

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes des articles ci-dessus, entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit au présent contrat, quinze jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Article 12 – Sous-traitance

Toute sous-traitance éventuelle du PRESTATATAIRE, devra être soumise à l'approbation formelle de la RÉGIE.

Article 13 – Clause d'imprévision

Les PARTIES reconnaissent que le présent accord ne constitue pas une base équitable et raisonnable de leur coopération.

Dans le cas où les données sur lesquelles est basé cet accord sont modifiées dans des proportions telles que l'une ou l'autre des PARTIES rencontre des difficultés sérieuses et imprévisibles, elles se consulteront mutuellement et devront faire preuve de compréhension mutuelle en vue de faire les ajustements qui apparaîtraient nécessaires à la suite de circonstances qui n'étaient pas raisonnablement prévisibles à la date de conclusion du présent accord et ce, afin que renaissent les conditions d'un accord équitable.

La PARTIE qui considère que les conditions énoncées au paragraphe ci-dessus sont remplies en avisera l'autre PARTIE par lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant la date et la nature du ou des événements à l'origine du changement allégué par elle en chiffrant le montant du préjudice financier actuel ou à venir et en faisant une proposition de dédommagement pour remédier à ce changement.

Toute signification adressée plus de douze (12) jours après la survenance de l'événement par la partie à l'origine de la signification n'aura aucun effet.

Article 14 – Force majeure

On entend par force majeure des événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements imprévisibles et irrésistibles, indépendants

de la volonté des deux parties, étant entendu que les parties ne sont pas exonérées de leur obligation de prudence.

Aucune des deux PARTIES ne sera tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure constatée par l'une des PARTIES, celle-ci doit en informer l'autre PARTIE par écrit dans les meilleurs délais par écrit (courrier, mail, ...).

L'autre PARTIE disposera de dix jours pour la constater.

Les délais prévus pour la livraison seront automatiquement décalés en fonction de la durée de la force majeure.

Article 15 – Loi applicable – Texte original

Le contrat est régi par le droit français. Le texte en Français du présent contrat fait foi comme texte original.

Article 16 – Compétence

Toutes contestations qui découlent du présent contrat ou qui s'y rapportent seront tranchées définitivement suivant le règlement du tribunal administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas – 21000 Dijon.

La présente convention sera adressée aux :

- Président du Centre de Gestion
- Comptable de l'EHPAD Les Arcades
- Comptable du Syndicat d'Énergies de la Côte d'Or.

Fait le _____ à Dijon en 2 exemplaires.

Pour le PRESTATAIRE, l'EHPAD
Les Arcades

Pour la RÉGIE Côte-d'Or Chaleur
du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or

Guillaume KOCH, Directeur

Jacques JACQUENET, Président

La présente convention a été transmise, avant signature, à [M./Mme XXXXXXXX]. L'intéressé(e) déclare accepter les conditions sur la nature des activités qui lui sont confiées et ses conditions d'emploi.

Fait à, le

Signature de l'agent